

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 06/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLGATE PALMOLIVE

5, AVENUE DU VERMANDOIS
B.P.20253
60200 Compiègne

Références : IC-R/137/26-CN/SF
Code AIOT : 0005101078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement COLGATE PALMOLIVE implanté 5, AVENUE DU VERMANDOIS B.P.20253 60200 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée en présence des représentants de l'exploitant et de ses prestataires intervenant dans la gestion des déchets. Elle a porté sur la traçabilité des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLGATE PALMOLIVE
- 5, AVENUE DU VERMANDOIS B.P.20253 60200 Compiègne

- Code AIOT : 0005101078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société COLGATE PALMOLIVE exploite, sur la commune de Compiègne (60), un site spécialisé dans la production de produits ménagers, assouplissants textiles et produits pour le soin du corps.

Le site est notamment réglementé par les arrêtés préfectoraux des 22 mars 2006 et 19 janvier 2022.

Les activités de la société sont soumises au régime de l'autorisation pour les rubriques :

- 1630 : emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique ;
- 4001 : installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux ;
- 4510 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.

Le site est classé SEVESO seuil bas par cumul pour l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Responsabilité du producteur	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Conformité des bordereaux de suivi des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de caractérisation	Code de l'environnement du 12/02/2020, article R541-7	Sans objet
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	Sans objet
5	Mis en place d'un registre	Arrêté Ministériel du 01/04/2021, article R541-43 I.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des déchets sortants		
6	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée. D'autres non-conformités pouvant être soldées rapidement, ou portant sur des points documentaires, ont été constatées. Il est demandé à l'exploitant de les corriger et de fournir les justificatifs appropriés sous un délai de 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2020, article R541-7
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est établi une liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux. Toutes les informations relatives aux déchets prévues par le présent titre et ses textes d'application doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette liste.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de deux documents au format numérique pour le suivi des déchets produits sur son site. Ces fichiers sont partagés avec son prestataire Sodexo, qui a la charge des déchets solides.</p> <p>La première liste est le registre de suivi des déchets, dont le suivi est effectué mensuellement notamment grâce aux bordereaux de suivi des déchets (BSD). Ce fichier sert d'appui pour renseigner l'application GEREPE.</p> <p>La seconde liste est nommée « catalogue déchets » par l'exploitant. Celle-ci relie notamment les codes déchets au certificat d'acceptation préalable (CAP) associé, et à la société chez qui le déchet est évacué. L'exploitant a indiqué que tout nouveau déchet entrant est renseigné dans cette liste.</p> <p>Par sondage, il a été contrôlé le code déchet 070601* relatif aux « <i>eaux résiduelles anioniques et cationiques</i> ».</p>

Le CAP n° S081-C198262-R-046392 relatif au code déchet 070601* conditionné en fut de 200 L a été consulté. Sa date de validité était le 31 décembre 2025.

Le CAP n° S081-C198262-R-041412 relatif au code déchet 070601* conditionné en IBC a été consulté. Sa date de validité était le 31 décembre 2025.

Les CAP consultés étant expirés à la date de l'inspection, l'exploitant a indiqué les renouveler lors de la première évacuation du déchet concerné (type du déchet, contenant...) après la date d'expiration du CAP.

Par sondage, il a été contrôlé le code déchet 060205*, relatif aux « autres bases ».

Le CAP n° S081-C198262-R-041413 relatif au code déchet 060205* conditionné en IBC a été consulté. Sa date de validité était le 31 décembre 2025. Par mail du 16 avril 2026, l'exploitant a transmis la fiche d'identification déchet (FID) du 14 mai 2025 : aucune incohérence n'a été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Responsabilité du producteur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

Constats :

L'application GEREPA a été consultée avant la visite d'inspection. L'exploitant dispose de plusieurs installations de destination pour ses déchets, dont ci-dessous quelques exemples :

- Chimirec Valrecoise (exemples de codes déchets mentionnés dans GEREPA : 160305*, 060106*, 070601* et 060205*) ;
- Scori (Scori Unite Combsu) ;
- Ecoplastics ;
- Duo Emballages ;
- Ortec Services Environnement ;
- Suez Eau France.

L'exploitant dispose d'un fichier numérique contenant les agréments et arrêtés préfectoraux (AP) des installations dans lesquelles il envoie ses déchets.

Par sondage, il a été demandé les arrêtés préfectoraux des sociétés :

- Chimirec Valrecoise à Saint-Just-en-Chaussée ;
- Scori ;
- Suez Eau France.

L'exploitant a présenté l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 6 novembre 2014 de la société Chimirec Valrecoise. L'inspection a signalé qu'un APC, mettant notamment à jour la liste des codes déchets que le site est autorisé à recevoir, a été signé le 27 juin 2025.

D'après cet arrêté, la société Chimirec Valrecoise est bien autorisée à recevoir les déchets ayant pour code 160305*, 060106*, 070601* et 060205*. Le CAP relatif au code 070601* a été consulté : aucune incohérence n'a été constatée.

L'exploitant a présenté l'AP du 18 novembre 2009. D'après le logiciel GunEnv, plusieurs APC ont été signés après 2009.

L'exploitant a présenté le fichier dans lequel il archive les AP des différents sites de la société Suez, dans lesquels il envoie une partie de ses déchets. Les AP n'ont pas été consultés lors de la visite.

Lors de la visite de site, il a été constaté la présence d'un stockage de mégots (voir le point de contrôle n° 6). D'après l'application GEREP, l'exploitant a identifié ces déchets sous le code 200399 « *déchets municipaux non spécifiés ailleurs* ». Il est indiqué que la société réceptionnant ces déchets est Tchao Mégot. Or, dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2024 de cette société, les déchets entrants (mégots) sont classés sous le code déchet 200199* « *déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément* ».

Non-conformité (fait modéré) n° 1 : l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que la filière retenue pour les mégots est conforme à la caractérisation du déchet et à l'autorisation de l'installation de destination.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 1 : il est demandé à l'exploitant de justifier, sous 15 jours, la conformité de la filière (caractérisation du déchet et adéquation avec l'autorisation de l'installation de destination) et de mettre à jour ses registres en conséquence, conformément à l'article L. 541-2 du Code de l'environnement.

Observation n° 1 : bien que l'exploitant dispose des AP des installations dans lesquelles il envoie ses déchets, il conviendra de s'assurer de la mise à jour des arrêtés préfectoraux de ces installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des quantités de déchets produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>Constats :</p> <p>En 2024, l'exploitant a déclaré sur l'application GERE 14 704,373 t/an de déchets dangereux et 2 485,632 t/an de déchets non dangereux.</p> <p>En 2025, l'exploitant a déclaré sur l'application GERE 13 452,625 t/an de déchets dangereux et 1 925,082 t/an de déchets non dangereux.</p> <p>Par sondage, il a été contrôlé la cohérence entre la déclaration GERE 2025 de l'exploitant, et le contenu de son registre interne pour le code déchet 150102.</p> <p>L'exploitant a su faire les liens entre les différentes installations de destination des déchets, les différents filtres utilisés en interne (appellation par type de produits : bouchons, flacons...), ce qui explique pourquoi dans GERE le code déchet apparaît 5 fois, mais 6 fois dans le registre interne.</p> <p>L'exploitant indique réaliser des vérifications de cohérence entre les données issues de Trackdéchets, du registre interne et de GERE.</p> <p>Suite à l'arrêt de la ligne de fabrication des poudres et au démantèlement de celle-ci, l'exploitant s'attend à devoir déclarer, pour l'année 2026, une quantité de déchets dangereux plus</p>

importante qu'en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conformité des bordereaux de suivi des déchets dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.541-45

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.

Constats :

L'exploitant a indiqué utiliser la plateforme Trackdéchets et en être satisfait.

Par sondage, il a été consulté les bordereaux de suivi de déchets (BSD) suivants :

- BSD n°20250527-YR0HRV7HP du 28 mai 2025 relatif à 5 tonnes estimées du déchet ayant pour code 060205*, réceptionné par la société ORTEC ;
- BSD n° 20260212-3RT1TBJFM du 16 février 2026 relatif à 0,3 tonne estimée du déchet ayant pour code 160305* réceptionné par la société Chimirec Valrecoise ;
- BSD n° 20260114-H7YW4NQYF du 15 janvier 2026 relatif à 1 tonne estimée du déchet ayant pour code 160508*, non accepté par la société Chimirec Valrecoise ;
- BSD n° 20260114-Q961KB1EQ du 15 janvier 2026 relatif à 4 tonnes estimées du déchet ayant pour code 160303*, non accepté par la société Chimirec Valrecoise ;
- BSD n° 20260403-8FN9ZAM5X du 7 avril 2026 relatif à 29 tonnes estimées du déchet ayant pour code 070601*, réceptionné par la société Suez Eau France. Dans l'encart « 11. Réalisation de l'opération », il n'est pas coché que la rupture de traçabilité pour le déchet est autorisée par arrêté préfectoral. L'encart « 12. Destination prévue » est donc à renseigner.

Pour les déchets non acceptés des BDS cités ci-dessus, l'exploitant a présenté l'avis de non conformité émis par la société Chimirec, signé le 30 janvier 2026. De nouveaux BSD ont été émis après reclassement (non consultés lors de la visite).

Les bordereaux de suivi de déchets consultés sont bien renseignés, excepté le dernier émis avec la société Suez Eau France. Cette anomalie est susceptible de compromettre la traçabilité complète du déchet, dont le producteur reste responsable jusqu'à son traitement final.

Non-conformité (fait modéré) n° 2 : sur les cinq BSD consultés, l'un d'eux est incomplet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n° 2 : il est demandé à l'exploitant de compléter, sous 15 jours, le BDS n° 20260403-8FN9ZAM5X du 7 avril 2026 en renseignant l'encart 12, conformément à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Mis en place d'un registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2021, article R541-43 I.

Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, (...) de ces déchets (...). Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Constats :

Bien que l'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets, il dispose d'un registre chronologique des déchets (dangereux ou non) sortants. Les années 2025, 2024 et 2023 ont été visualisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets (sur site)

Prescription contrôlée :

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de stockage de ses déchets, daté de mars 2026.</p> <p>Plusieurs zones de stockages des déchets sont réparties sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone avec 5 bennes de déchets non dangereux ouvertes (flacons PEHD, carton, film plastique...) ; - zone couverte avec le compacteur de déchets industriels banals (DIB) et stockage de carton ; - zone avec d'autres bennes de déchets non dangereux ouvertes (support étiquettes papier, ferraille...) ; - zone avec les déchets dangereux, nommé local DIS par l'exploitant ; - zone de produits finis non-conforme. <p>Les déchets dangereux stockés en fûts ou IBC sont dans un local fermé à clefs, protégés de la pluie. Ils sont sur rétention. Les déchets acides et basiques sont dans des rétentions différentes.</p> <p>La présence d'un contenant non identifié, devant le local de stockage des déchets dangereux, a été constaté. Il s'agit d'un stockage de mégots à destination de la société Tchao Mégots.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n° 2: il est demandé à l'exploitant d'identifier le contenant stockant les mégots.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>